

Ecole primaire publique
2 rue Armand Royer
35 490 VIEUX-SUR-COUESNON



DISPOSITIONS GENERALES

Ce présent règlement intérieur est établi par le Conseil d'école. Il est approuvé ou modifié chaque année lors de sa première réunion.

TITRE I - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIMAIRES

1. ADMISSION ET SCOLARISATION

1.1. Dispositions communes

L'éducation est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur.

Le directeur d'école prononce l'admission sur présentation des éléments cités dans le règlement type départemental. De même, en cas de changement d'école, il émettra un certificat de radiation. En outre, le livret scolaire est remis aux parents.

L'attestation d'assurance obligatoire en **Responsabilité civile et en Individuelle Accident** (absolument nécessaire pour les sorties pédagogiques) ainsi que la fiche de renseignements et la fiche d'urgence dûment complétées seront fournies par la famille au début de chaque année scolaire.

1.2. Admission à l'école maternelle et à l'école élémentaire

Scolarisation des enfants âgés de 3 ans

L'âge de l'instruction obligatoire est abaissé dès la rentrée 2019.

Tous les enfants qui auront trois ans entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année civile en cours sont concernés. Une seule rentrée scolaire est possible en septembre. Cela implique qu'il n'y aura pas d'autre rentrée dans l'année civile.

L'instruction obligatoire à 3 ans a pour conséquence directe l'assiduité scolaire, c'est-à-dire la présence des enfants à l'école tous les jours, toute l'année. Cela implique l'application des règles en vigueur en cas d'absence non justifiée.

Néanmoins, une demande d'aménagement du temps de présence à l'école peut être faite (Décret n°2019-826 du 2 août 2019). Il est toutefois expressément mentionné dans la loi que l'initiative de la demande revient aux seuls responsables légaux de l'enfant. Cette demande ne peut être ni formulée, ni imposée par l'école.

Les modalités de cet aménagement ne pourront porter que sur un ou plusieurs après-midis. Elles prendront en compte le fonctionnement général de l'école : lorsque les horaires d'entrée et de sortie le permettent, le retour en classe d'un enfant faisant la sieste à domicile peut être envisagé (ce retour ne peut être organisé que dans la mesure où il reste un temps d'apprentissage suffisant, à savoir au moins 1 heure).

*La deuxième séquence de rentrée en classe l'après-midi dans le cadre de ce dispositif aura lieu **à partir de 15h15**. Il sera impératif de respecter cet horaire, toute possibilité d'adaptation supplémentaire sera exclue.*

Démarche :

- Dès lors qu'une famille formule le souhait d'un aménagement du temps de présence de son enfant scolarisé en PS, le directeur fournit le formulaire à renseigner (il peut être signé par un seul parent, l'accord de l'autre parent étant présumé dès lors qu'il n'a pas formellement manifesté son désaccord).
- Après consultation des membres de l'équipe éducative, le directeur émet un avis écrit et transmet dans les deux jours ouvrés le formulaire à l'IEN.

- L'IEN dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître sa décision.
- Le directeur informe, par écrit, la famille des modalités de l'aménagement décidé.
- L'aménagement décidé peut être modifié selon les mêmes modalités que celles applicables aux demandes initiales : il faut acter, par écrit, les modifications souhaitées.

A l'école maternelle

L'inscription, effectuée par la municipalité, est enregistrée par le directeur ou la directrice de l'école sur présentation :

- du carnet de santé attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires,
- du certificat d'inscription délivré par le maire de la commune dont dépend l'école.

Les enfants âgés de deux ans au jour de la rentrée scolaire ou dans les semaines suivant la rentrée et au plus tard au 31 décembre de l'année peuvent être admis, dans la limite des places disponibles, après les vacances de Noël.

L'enfant ne pourra être admis à l'école maternelle, même provisoirement, si la famille ne présente pas un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication en application des dispositions des articles L.3111-2 et L.3111-3 du code de la santé publique.

A l'école élémentaire

L'inscription, effectuée par la municipalité, est enregistrée par le directeur ou la directrice de l'école sur présentation :

- du carnet de santé attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires,
- du certificat d'inscription délivré par le maire de la commune dont dépend l'école.

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d'école procède pour les enfants soumis à l'obligation scolaire conformément à l'article L.131-1-1 du code de l'éducation à une admission provisoire de l'enfant. A défaut, les vaccinations obligatoires sont effectuées dans les trois mois de l'admission. En cas de refus total de vaccination obligatoire, l'instruction à domicile sera proposée.

1.3. Admission des enfants de familles itinérantes

Il est rappelé que tant à l'école maternelle qu'à l'école élémentaire, quelle que soit la durée du séjour et quel que soit l'effectif de la classe correspondant à leur niveau et à sa classe d'âge, les enfants de familles itinérantes doivent être accueillis.

1.4. Modalités de scolarisation des élèves en situation d'handicap

Tout enfant présentant une situation de handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit, au regard de son projet personnalisé de scolarisation (PPS), dans l'école la plus proche de son domicile, qui constitue son école de référence.

1.5. Accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période

Les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie et d'intolérance alimentaire sont admis à l'école dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé (PAI).

1.6. Elèves dont les difficultés scolaires résultent d'un trouble des apprentissages

Les élèves dont les difficultés scolaires résultent d'un trouble des apprentissages peuvent bénéficier d'un Plan d'Accompagnement Personnalisé (PAP) après avis du médecin de l'éducation nationale. Il est rédigé par l'équipe pédagogique et est révisé tous les ans.

1.7. Déroulement de la scolarité

Au terme de chaque année scolaire, le conseil des maîtres se réunit pour se prononcer sur la poursuite de scolarité de chaque élève. Le redoublement peut être décidé à titre exceptionnel uniquement pour pallier une période importante de rupture des apprentissages scolaires. La décision de redoublement est prise après avis de l'Inspectrice de l'Education Nationale de la circonscription.

Aucun enfant ne peut être maintenu à l'école maternelle, à l'exception des enfants en situation d'handicap pour lesquels la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées s'est prononcée en faveur d'un maintien.

2. ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE ET DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES COMPLEMENTAIRES

2.1. Organisation du temps scolaire

	LUNDI	MARDI	JEUDI	VENDREDI
ELEMENTAIRE	<i>Enseignement</i> 8h35-12h05	<i>Enseignement</i> 8h35-12h05 13h45-16h15	<i>Enseignement</i> 8h35-12h05 13h45-16h15	<i>Enseignement</i> 8h35-12h05 13h45-16h15
	<i>APC</i> 16h15-17h15	<i>APC</i> 16h20-17h00		
MATERNELLE	<i>Enseignement</i> 8h45-12h00 13h35-16h20	<i>Enseignement</i> 8h45-12h00 13h35-16h20	<i>Enseignement</i> 8h45-12h00 13h35-16h20	<i>Enseignement</i> 8h45-12h00 13h35-16h20

2.2. Les activités pédagogiques complémentaires

Les activités pédagogiques complémentaires sont organisées par groupes restreints d'élèves :

- pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages ;
- pour une aide au travail personnel ou pour une activité prévue par le projet d'école, le cas échéant en lien avec le projet éducatif territorial.

3. FREQUENTATION DE L'ECOLE

3.1. Dispositions générales

Les obligations des élèves incluent l'assiduité. Les parents ou responsables légaux sont fortement impliqués dans le respect de cette obligation.

Lorsqu'un enfant manque momentanément la classe, les responsables légaux doivent, sans délai, faire connaître au directeur d'école les motifs de cette absence ; celui-ci vérifie la légitimité du motif invoqué. Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de situations accidentelles, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent, les fêtes religieuses dont les dates sont publiées chaque année dans le BO.

En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande d'autorisation d'absence, qu'il transmet à l'IA-DASEN sous couvert de l'Inspectrice de l'Education Nationale de la circonscription. Dès qu'un enseignant ou personne responsable d'une activité scolaire constate une absence non annoncée, il en informe le directeur d'école qui prend contact immédiatement avec les personnes responsables de l'élève afin qu'elles en fassent connaître les motifs.

Les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses énumérées dans l'arrêté interministériel du 3 mai 1989.

3.2. Dispositions particulières à l'école maternelle et élémentaire

A l'école maternelle

L'inscription à l'école maternelle implique l'engagement, pour la famille, d'une fréquentation régulière indispensable pour le développement de la personnalité de l'enfant et pour le préparer à devenir élève.

Toutefois, une attention particulière est portée à la prise en compte des rythmes spécifiques adaptés aux élèves de moins de trois ans. Une organisation régulière plus souple peut être convenue avec les parents qui s'engagent à la respecter.

A l'école élémentaire

L'assiduité est obligatoire.

Les absences répétées, même justifiées, font l'objet d'un dialogue avec les responsables légaux de l'enfant.

Dès la première absence non justifiée, c'est-à-dire à partir de la première heure d'absence sans motif légitime ni excuse valable, des contacts sont établis par l'enseignant de la classe ou le directeur d'école avec les responsables légaux.

Lorsque l'enfant a manqué la classe sans motif légitime ni excuse valable au moins quatre demi-journées complètes dans une période d'un mois, une réunion d'équipe éducative est mise en place par le directeur pour établir un dialogue avec les responsables légaux de l'élève. Parallèlement, le directeur d'école transmet sans délai à l'IA-DASEN une 1ère fiche de signalement pour absentéisme qui devra être accompagnée de la copie du compte rendu de l'équipe éducative. Le manquement à l'obligation d'assiduité scolaire est passible pour les responsables légaux de l'enfant de la sanction définie à l'article R.624-7 du code pénal.

4. ACCUEIL ET SURVEILLANCE DES ELEVES

La surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'état de la distribution des locaux et du matériel scolaires et de la nature des activités proposées. Le service de surveillance à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est réparti entre les maîtres en conseil des maîtres de l'école. C'est au directeur d'école qu'incombe l'organisation générale du service de surveillance après consultation du Conseil des maîtres.

4.1. Dispositions générales

L'accueil et la surveillance des élèves sont assurés dix minutes avant l'heure d'entrée en classe au début de chaque demi-journée. Les modalités pratiques d'accueil et de remise des élèves sont rappelées dans ce présent règlement intérieur.

C'est le directeur qui autorise la sortie individuelle d'un élève pendant le temps scolaire pour recevoir à l'extérieur des soins spécialisés ou des enseignements adaptés, sous réserve de la présence d'un accompagnateur, selon les dispositions établies avec la famille.

La responsabilité du directeur et de l'enseignant ne se trouve plus engagée dès qu'un élève a été pris en charge par l'accompagnateur.

4.2. Dispositions particulières à l'école maternelle et élémentaire

A l'école maternelle

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis par la ou les personne(s) qui les accompagne(nt), soit au personnel enseignant chargé de la surveillance soit au personnel chargé de l'accueil. Les élèves sont repris, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personne(s) responsable(s) légale(s) ou par toute personne nommément désignée par elle(s) par écrit au directeur d'école, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou de transport ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit. Toutefois, si le directeur estime que la personne ainsi désignée ne présente pas les qualités souhaitables (trop jeune par exemple), il peut en aviser par écrit les parents mais doit en tout état de cause s'en remettre au choix qu'ils ont exprimé sous leur seule responsabilité. En aucun cas, les élèves ne peuvent quitter l'école seuls.

A l'école élémentaire

À l'issue des classes du matin et de l'après-midi, la sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un enseignant dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires, sauf pour les élèves pris en charge, à la demande des personnes responsables, par

un service de garde, de restauration scolaire ou de transport, ou par un dispositif d'accompagnement ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit (s'agissant des activités périscolaires, le règlement intérieur spécifique relève de la compétence exclusive de la commune).

Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les responsables légaux assument la responsabilité de leur enfant selon les modalités qu'ils choisissent.

4.3. Droit d'accueil en cas de grève

En cas de grève des personnels enseignants, lorsque le service d'accueil est mis en place par la commune, celle-ci peut accueillir des élèves dans les locaux des écoles maternelles et élémentaires publiques.

5. DIALOGUE AVEC LES FAMILLES

Les parents d'élèves, ou leurs responsables légaux, sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun, visent à renforcer la coopération entre les parents et l'école.

5.1. L'information des responsables légaux

Le directeur d'école organise la communication régulière aux responsables légaux du carnet de suivi des apprentissages, de la synthèse des acquis scolaires de l'élève à l'école maternelle, du livret scolaire unique à l'école élémentaire et, si nécessaire, l'information relative au comportement de l'élève.

5.2. La représentation des responsables légaux

Les responsables légaux des élèves peuvent s'impliquer dans la vie de l'école en participant par leurs représentants aux conseils d'école. Tout parent d'élève (sous réserve de ne pas s'être vu retirer l'autorité parentale) peut se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école, sur une liste composée d'au moins deux noms de candidats. Le directeur doit permettre aux associations de parents d'élèves de l'école de faire connaître leur action aux autres parents d'élèves.

5.3. L'exercice de l'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs conférés aux parents sur la personne de l'enfant mineur et sur ses biens. Depuis 1993, l'exercice conjoint par les deux parents de l'autorité parentale est devenu le régime de droit commun pour les parents divorcés et c'est également une situation de plus en plus fréquente pour les parents non mariés, même séparés. Lorsque deux parents exerçant conjointement l'autorité parentale sont en désaccord sur ce qu'exige l'intérêt de leur enfant, ils peuvent saisir le Juge aux Affaires familiales. La copie de la décision judiciaire, si elle concerne le domaine scolaire, doit être transmise au directeur de l'école.

L'éducation nationale doit entretenir avec ces deux parents des relations de même nature, leur faire parvenir les mêmes documents et convocations. Toutefois, le directeur est relevé de cette obligation d'informations envers le parent qui n'aurait pas communiqué ses coordonnées.

6. USAGE DES LOCAUX, HYGIENE ET SECURITE

6.1. Utilisation et responsabilité des locaux

L'ensemble des locaux scolaires est confié durant le temps scolaire au directeur d'école.

Le conseil d'école autorise l'association des parents d'élèves (APE) à utiliser la cour de l'école élémentaire ou maternelle, hors temps scolaire, en effectuant une demande écrite auprès de monsieur le Maire et auprès de la directrice de l'école.

6.2. Accès aux locaux scolaires

L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école. Il peut assortir son autorisation de toutes précautions utiles et notamment demander aux intéressés de justifier de leur qualité. Toute personne extérieure intervenant dans l'école se conformera au règlement intérieur de l'école et adoptera un comportement adapté aux lieux.

6.3. Hygiène, santé et salubrité des locaux

À l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens. Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale.

Les élèves doivent venir à l'école dans un état de propreté convenable et ne pas présenter de signe de maladie contagieuse ou pas. **Les enfants fébriles ou malades ne sont donc pas acceptés à l'école.**

En cas de pédiculose (poux), les parents doivent procéder aux traitements nécessaires de toutes les parties infectées (tête, vêtements, literie ...). Les enfants signalés comme non traités par l'équipe éducative, seront examinés par le service de santé scolaire.

6.4. Organisation des soins et des urgences

Le directeur d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel.

En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins et les urgences sont assurés en priorité par les personnels titulaires, soit de l'unité d'enseignement Prévention et secours civiques (PSC1), soit du certificat de Sauvetage secourisme du travail (SST).

Prise médicamenteuse pendant le temps scolaire :

Seuls sont autorisés les produits prévus dans l'armoire à pharmacie. Aucun médicament ne peut être détenu par les personnels sans ordonnance médicale ou sans PAI. Les familles peuvent être amenées à demander aux enseignants d'administrer des médicaments prescrits par le médecin traitant à des heures où l'enfant est en classe. De façon exceptionnelle, l'enseignant peut donner le traitement à l'enfant, sous trois conditions :

- 1/ Avoir complété la fiche « Prise médicamenteuse sur le temps scolaire » ;
- 2/ Avoir l'ordonnance de la prescription ;
- 3/ Avoir une autorisation écrite des parents.

6.5. Sécurité

Des exercices de sécurité ont lieu régulièrement. Chaque école met en place un plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs naturels (PPMS) et un plan particulier de mise en sûreté « attentat-intrusion ». Ces PPMS, adaptés à la situation précise de chaque école, doivent permettre la mise en œuvre des mesures de sauvegarde des élèves et des personnels en attendant l'arrivée des secours ou le retour à une situation normale. Ils sont communiqués au conseil d'école.

Les consignes Vigipirate devront être respectées dans l'ensemble des écoles en renforçant notamment le contrôle des accès aux bâtiments (contrôles visuels des sacs, vérification de l'identité des personnes extérieures à l'école). Il est par ailleurs demandé aux familles de ne pas stationner devant les portes d'accès pendant la dépose ou la récupération de leurs enfants afin d'éviter des attroupements.

6.6. Protection des élèves dans l'utilisation d'internet

Une charte d'utilisation d'internet est présentée en conseil d'école dans le cadre d'une information globale des familles sur les enjeux d'internet et sur la politique ministérielle mise en œuvre pour la protection des mineurs (<http://www.education.gouv.fr/cid141/la-protection-des-mineurs-surinternet.html>).

6.7. Respect du matériel

Les élèves prendront soin des locaux, du mobilier et du matériel mis à leur disposition.

Le matériel (livres, cahiers, fournitures...) détérioré ou perdu devra être réparé ou remplacé par la famille.

7. LES INTERVENANTS EXTERIEURS A L'ECOLE

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité. Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école. La responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires incombe à l'enseignant titulaire de la classe ou à celui de ses collègues nommément désignés dans le cadre d'un échange de service ou d'un remplacement. Il en assure la mise en œuvre par sa participation et sa présence effective.

7.1. Participation des responsables légaux ou d'autres accompagnateurs bénévoles

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires. Il peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative.

Dans tous les cas, le directeur d'école délivre une autorisation écrite précisant le nom du parent ou du participant, l'objet, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

Les parents accompagnant des sorties scolaires ne peuvent être considérés comme des agents auxiliaires du service public et soumis aux règles du service public. Dès lors, ils ne sont pas soumis à l'exigence de la neutralité religieuse.

7.2. Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

7.3. Intervention des associations

L'intervention d'une association ainsi agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école. Cet accord ne vaut que pour une période précise, dans le cadre d'un projet pédagogique défini.

TITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIMAIRES

Préambule

Le service public de l'éducation repose sur des valeurs et des principes dont le respect s'impose à tous dans l'école : principes de gratuité de l'enseignement, de neutralité et de laïcité. Chacun est également tenu au devoir d'assiduité et de ponctualité, de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et sa sensibilité, au respect de l'égalité des droits entre filles et garçons, à la protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale. En aucune circonstance, l'usage de la violence physique comme verbale ne saurait être toléré. Le respect mutuel entre adultes, entre adultes et élèves et entre élèves constitue également un des fondements de la vie collective.

1. LESELEVES

1.1. Les droits

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité. Le règlement intérieur de l'école précise que « tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit ».

1.1.1. Le droit à l'image des mineurs et la pratique de la photographie scolaire

La reproduction des traits d'une personne ne peut se faire sans son accord et c'est à celui qui reproduit l'image d'apporter la preuve de l'autorisation. Cette autorisation doit préciser le cadre dans lequel l'image de la personne sera utilisée (lieu, durée, modalités de présentation et de diffusion, support).

1.1.2. Le contrôle de l'information sur Internet et utilisation des réseaux sociaux à des fins pédagogiques

Les enseignants et les équipes éducatives doivent mettre en œuvre des mesures permettant de sélectionner ou de contrôler l'information mise à disposition des élèves par l'intermédiaire d'internet.

1.2. Les obligations

Chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises.

1.3. Protection de l'enfance et politique de prévention

Dans le cadre de la protection de l'enfance, la loi oblige la transmission d'une information préoccupante au Président du Conseil Départemental.

Le personnel qui recueille les confidences, les témoignages ou qui observe des indices transmet ces informations sous la responsabilité du directeur d'école.

Le personnel de l'éducation nationale se conformera aux procédures internes à la Direction académique d'Ille-et-Vilaine et utilisera les imprimés prévus.

1.4 Dispositions particulières

» Récréation

Il est interdit de se livrer à des jeux violents et dangereux.

Le fait d'apporter certains objets est interdit à l'école, à savoir :

- Tout objet tranchant ou coupant ;
- Friandises et sucreries, en particulier les chewing-gums (à l'exception des anniversaires) ;
- Les jeux de cartes (type cartes Pokémon) entraînant des échanges entre élèves ;
- Tout objet de valeur (montre, vêtements de marque, bijoux, jeux électroniques...) ;
- Billes en métal et toutes billes telles que boulets, boullards, baleines et mammouths (les billes et les calots sont autorisés) ;
- Objets imitant des armes blanches et des armes à feu ;
- Et tout autre objet jugé dangereux ou néfaste pour les enfants par l'équipe éducative de l'école.

Ces dispositions peuvent être légèrement modifiées : les jeux sont tolérés à partir de l'école élémentaire à condition qu'ils n'aient pas de valeur marchande et qu'ils ne soient pas source de conflits.

Nous rappelons le caractère dangereux de certains objets tels que les billes pour les jeunes enfants.

L'équipe pédagogique dégage toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets appartenant aux enfants (jeux d'échange, vélos, ...).

Des règles de vie de cour ont été établies et annexées au règlement intérieur de l'école. Elles sont affichées sur la cour de récréation.

» Protection des mineurs et usage des TICE

Dans un but de prévention, d'éducation et de sécurisation, les élèves, lors de l'utilisation d'internet, devront obligatoirement respecter les consignes suivantes :

- ne pas utiliser seul(e) internet, ne pas faire de recherche libre, spontanée
- signaler immédiatement au maître l'apparition de tout document choquant, haineux, violent ou pornographique.

La charte informatique est annexée au règlement intérieur de l'école.

» **L'utilisation du téléphone portable** et de tout autre équipement terminal de communications électroniques est interdite à l'école durant toutes activités d'enseignement, y compris celles qui ont lieu hors de l'établissement scolaire (activités sportives, sorties et voyages scolaires). (circulaire n° 2018-114 du 26-9-2018)

» EPS (sport)

Si, pour des raisons de santé, un élève ne peut participer exceptionnellement à des activités sportives, un mot daté et signé des parents doit préciser le motif de la dispense. En cas de dispense supérieure à une semaine, un certificat médical est exigé.

2. LES PARENTS (ou RESPONSABLES LEGAUX) : DROITS ET DEVOIRS

Les responsables légaux bénéficient de temps d'échange et de réunion régulière organisés par le directeur d'école et l'équipe pédagogique.

Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité et de s'engager dans le dialogue que leur directeur d'école leur propose en cas de difficulté. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

3. LES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET NON ENSEIGNANTS

3.1. Les droits

Tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative.

3.2. Les obligations

Les enseignants doivent être garants du respect des principes fondamentaux du service public d'éducation et porteurs des valeurs de l'École.

4. LES REGLES DE VIE A L'ECOLE

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du Code de l'Education, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le directeur d'école organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire (loi n°2004-228 du 15 mars 2004 – article 1).

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble ». L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité

scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein. Néanmoins, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant.

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être recherchées dans la classe ou dans une ou plusieurs autres classes.

A l'école élémentaire, s'il apparaît que le comportement d'un élève ne s'améliore pas malgré la conciliation et la mise en œuvre des mesures décidées dans le cadre de l'équipe éducative, il peut être envisagé à titre exceptionnel que l'IA-DASEN demande au maire de procéder à la radiation de l'élève de l'école et à sa réinscription dans une autre école de la même commune.

5. ASSURANCES

Chaque élève doit être couvert par une assurance responsabilité civile (pour les dommages qu'il pourrait causer aux autres), et dommage corporel (pour les dommages qui pourraient lui être causés).

L'attestation d'assurance obligatoire en **Responsabilité civile et en Individuelle Accident** (absolument nécessaire pour les sorties pédagogiques) ainsi que la fiche de renseignements et la fiche d'urgence dûment complétées seront fournies par la famille au début de chaque année scolaire.

6. LA CHARTE DE LA LAÏCITÉ

La Charte de la laïcité à l'École a été élaborée à l'intention des personnels, des élèves et de l'ensemble des membres de la communauté éducative.

Elle est jointe au règlement intérieur de l'école. Cette charte explicite le sens et les enjeux du principe de laïcité, sa solidarité avec la liberté, l'égalité et la fraternité, dans la République et dans le cadre de l'Ecole.

Charte élève d'utilisation des outils informatiques de l'école

Entre l'école et l'élève ci-dessous désignés,

Introduction

Des outils informatiques sont mis à ta disposition par l'école. Tu dois en connaître les règles d'utilisation. Lorsque l'ordinateur est connecté à Internet, tu dois aussi savoir quelles sont les règles de consultation de l'information et les règles de communication.

L'ensemble de ces règles constitue une charte élève que tu dois lire, comprendre et t'engager à respecter en la signant.

En cas de non respect de la charte élève, des sanctions définies par les enseignants de ton école pourront être prises contre toi.

Droits et obligations

Dans l'usage de l'ordinateur et ses périphériques

1. A l'école, j'utilise le matériel informatique avec l'accord de l'enseignant en respectant ses consignes.
2. Je ne modifie pas la configuration de l'ordinateur et je respecte l'organisation des fichiers.
3. Je n'accède pas aux documents des autres sans y être autorisé.

Dans l'usage de l'Internet

4. À l'école, j'utilise l'accès à Internet uniquement dans le cadre de travaux scolaires, avec l'autorisation de l'enseignant.
5. Je sais que ce que je trouve sur Internet n'est pas toujours vrai ou à jour.
6. Si je découvre des contenus choquants sur Internet, j'en parle immédiatement à l'adulte qui m'encadre.
7. Je ne peux pas disposer librement de tous les éléments que je trouve sur Internet. Lorsque je souhaite les utiliser, je veille à respecter le droit des auteurs.
8. Je demande l'autorisation de l'enseignant pour publier des textes, des images ou des sons sur le site de mon école. Je ne modifie pas les publications existantes sans l'accord de leur auteur.
9. Je ne communique pas d'informations personnelles dans les courriels, forums, chats, blogs et formulaires sans l'accord de l'enseignant. Je ne révèle pas mes mots de passe.
10. Je sais que des informations sur ma navigation sont conservées et consultables.
11. Sur Internet, je peux être en communication avec de nombreuses personnes. Je n'écris pas à n'importe qui sans raison. Je ne tiens pas de propos blessants ou choquants.
12. Je demande à l'enseignant l'autorisation d'ouvrir les documents joints d'un courriel. Je n'ouvre pas les messages d'un expéditeur inconnu.

Signature de l'élève

*Signature du responsable
légal de l'élève*

*Signature du directeur
et cachet de l'école*

1 La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

2 La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

●● LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE ●●

3 La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

4 La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

5 La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

6 La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

7 La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

8 La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9 La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

10 Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

11 Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

●● L'ÉCOLE EST LAÏQUE ●●

12 Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13 Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14 Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

15 Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.



ministère
éducation
nationale

